

La RDC face à la démobilisation politique

Perte de confiance et risque d'une abstention élevée





Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org.

Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.



Table des matières

Résumé.....	4
Désengagement politique.....	5
Une population politiquement démobilisée.....	8
Un risque de glissement si la mise en place de la Ceni traîne.....	9
État de siège populaire, mais sans amélioration.....	10
L'écart visible entre l'Est et le reste du pays.....	11
Des opinions défavorables au sujet des voisins de l'Est.....	12
Parlement ou intérêts personnels d'abord.....	13
La réduction du train de vie des institutions plébiscitée.....	14
Lutte contre la corruption, gouvernement inefficace.....	15
Un bilan négatif pour les 100 premiers jours.....	16
Lutte contre le Covid-19, population sceptique.....	16
Note méthodologique	17



Résumé

Ce sondage national réalisé par le Bureau d'études, de recherche et consulting international (Berci) et le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) visait à évaluer le sentiment populaire six mois après la nomination du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde. L'investiture du gouvernement de ce dernier a constitué un tournant décisif, car elle a consolidé la rupture entre le président Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, son ancien allié.

L'enquête a été réalisée également en perspective de la nouvelle session parlementaire, au cours de laquelle les priorités budgétaires pour 2022 seront fixées. Parmi les autres points critiques de l'agenda politique figurent la désignation des membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui préparera et organisera l'élection présidentielle et les législatives de 2023, ainsi que la lutte contre le Covid-19. Notre sondage s'est aussi intéressé à la perception de l'état de siège, instauré début mai 2021 pour faire face aux violences en cours dans l'est du pays.

Nos principales conclusions sont les suivantes :

- Par rapport au gouvernement précédent, Tshisekedi et Sama Lukonde sont tous deux relativement populaires, environ la moitié des personnes interrogées ayant une opinion positive du président de la République et de son Premier ministre, mais aussi de la direction prise par le pays.
- Cependant, la méfiance semble s'installer : la popularité de tous les dirigeants, y compris Tshisekedi, Sama Lukonde et la plupart des figures de l'opposition, a baissé de manière significative au cours des six derniers mois. Cette perte de confiance dans les politiques est également visible en ce qui concerne les élections : seuls 40 % des sondés ont déclaré avoir l'intention de voter en 2023, contre 95 % en novembre 2017 et 97% en décembre 2018.
- En revanche, l'état de siège reste populaire, avec 63% des personnes interrogées qui pensent que cette mesure exceptionnelle est une bonne chose. L'état de siège reste toutefois moins populaire dans l'est du pays. Là-bas, 66 % des répondants estiment que la situation sécuritaire s'est globalement dégradée depuis l'avènement du nouveau gouvernement.

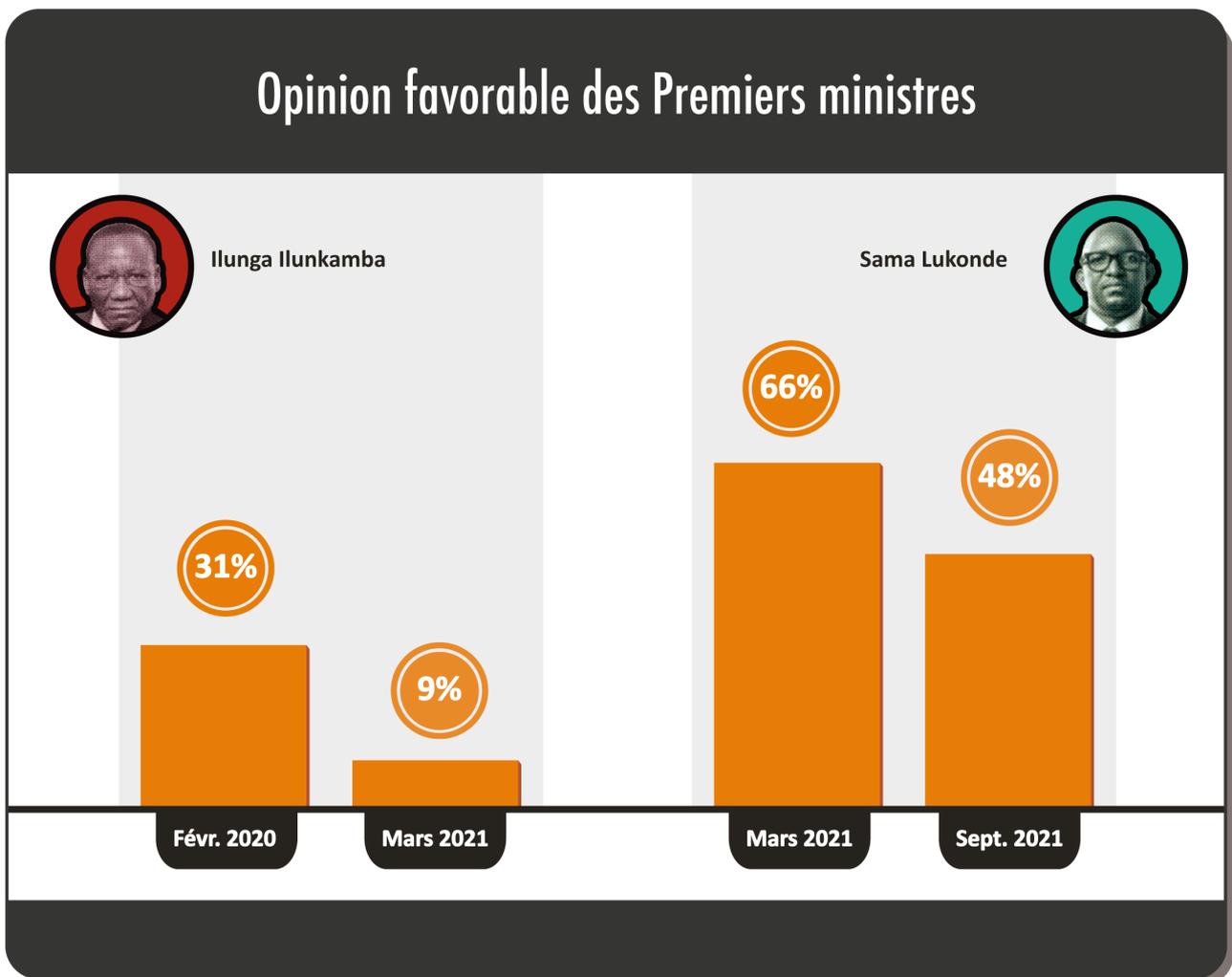
- De son côté, le Parlement est considéré comme l'institution la plus corrompue de la République, avec des élus qui ne travaillent que pour leurs intérêts personnels, selon la majorité des répondants.



Désengagement politique

Dans la lutte pour le pouvoir politique, Félix Tshisekedi a pris le dessus, bien qu'à la tête d'une coalition fracturée et fragile. Après avoir rompu avec le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien président Joseph Kabila fin 2020, le chef de l'État a pris le contrôle du Parlement par le biais de sa coalition politique, Union sacrée de la nation (USN). Un gouvernement USN, dirigé par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, a alors été investi le 26 avril. Il s'agit du premier sondage d'opinion Berci/GEC depuis l'installation de la nouvelle équipe gouvernementale.

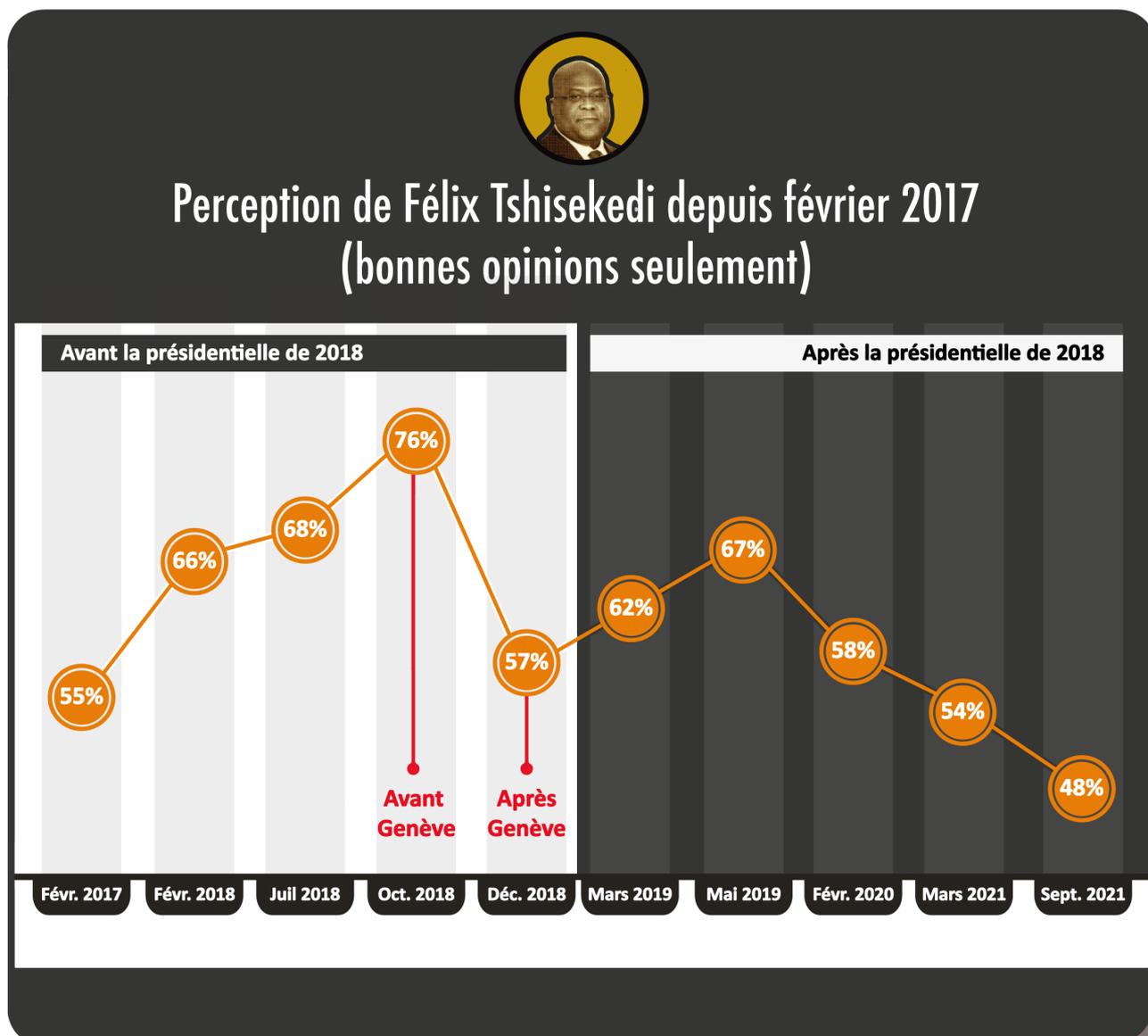
Six mois après l'investiture de ce nouveau gouvernement, 51% des personnes interrogées pensent que le pays va dans la bonne direction. Ce score est stable depuis l'arrivée de Tshisekedi au pouvoir, alors qu'une écrasante majorité des répondants estimaient que la RDC prenait une mauvaise direction pendant les dernières années du gouvernement Kabila. Le travail du gouvernement Sama Lukonde est plus apprécié dans le secteur de la justice, où 53 % des personnes interrogées se disent satisfaites. Suivent l'éducation, la liberté d'expression et les droits civils. Les personnes interrogées sont en revanche moins satisfaites de l'accès à l'eau et à l'électricité, où seulement 27 % ont des opinions favorables de l'action du gouvernement dans ces secteurs.





Ces six derniers mois, la popularité du Premier ministre a considérablement chuté, passant de 66 à 48 %. Ce chiffre est probablement lié à la fin de sa période de grâce autant qu'il est une indication des actions de son gouvernement. Le Premier ministre est cependant nettement plus populaire que son prédécesseur Sylvestre Ilunga Ilunkamba, qui a quitté la primature avec 9 % d'opinions favorables en mars 2021. Sama Lukonde reste même plus popu-

laire que n'importe quel autre politicien, à l'exception de Tshisekedi. Ce dernier est également confronté à une baisse importante de sa popularité depuis 18 mois : en mars 2020, 67% des personnes interrogées avaient une bonne opinion du chef de l'État; en septembre 2021, ce score est tombé désormais à 48 %.





Autre point positif : l'appel du Premier ministre à réduire les dépenses de l'État a été massivement salué. Lorsqu'on leur a demandé quelles institutions devraient être plus économes, la grande majorité (80 %) des personnes interrogées ont ciblé la présidence et le parlement, qui sont généralement considérés comme ayant des budgets pléthoriques.

Ce déclin prévaut dans tout le spectre politique, ce qui est sans doute le signe d'un cynisme rampant à l'égard de la politique, deux ans et demi après la première alternance politique du pays par les urnes. Même Moise Katumbi et Jean-Pierre Bemba, qui sont partenaires de la coalition de Tshisekedi mais qui sont aussi considérés comme des con-

currents probables à la présidentielle de 2023, ont vu leur cote de popularité baisser au cours des six derniers mois, passant respectivement de 61 à 46 % et de 49 à 40 %. Martin Fayulu, le principal leader de l'opposition à l'heure actuelle, est, lui, resté relativement stable, avec 44 % d'opinions favorables. Seul Kabila effectue un bond en avant et améliore son score, passant d'un maigre 15 % à 25 % en septembre 2021, peut-être lié au fait qu'il n'est plus perçu comme seul responsable pour les défis auxquels la population fait face.

Perception des personnalités politiques et de la société civile (% bonnes opinions)

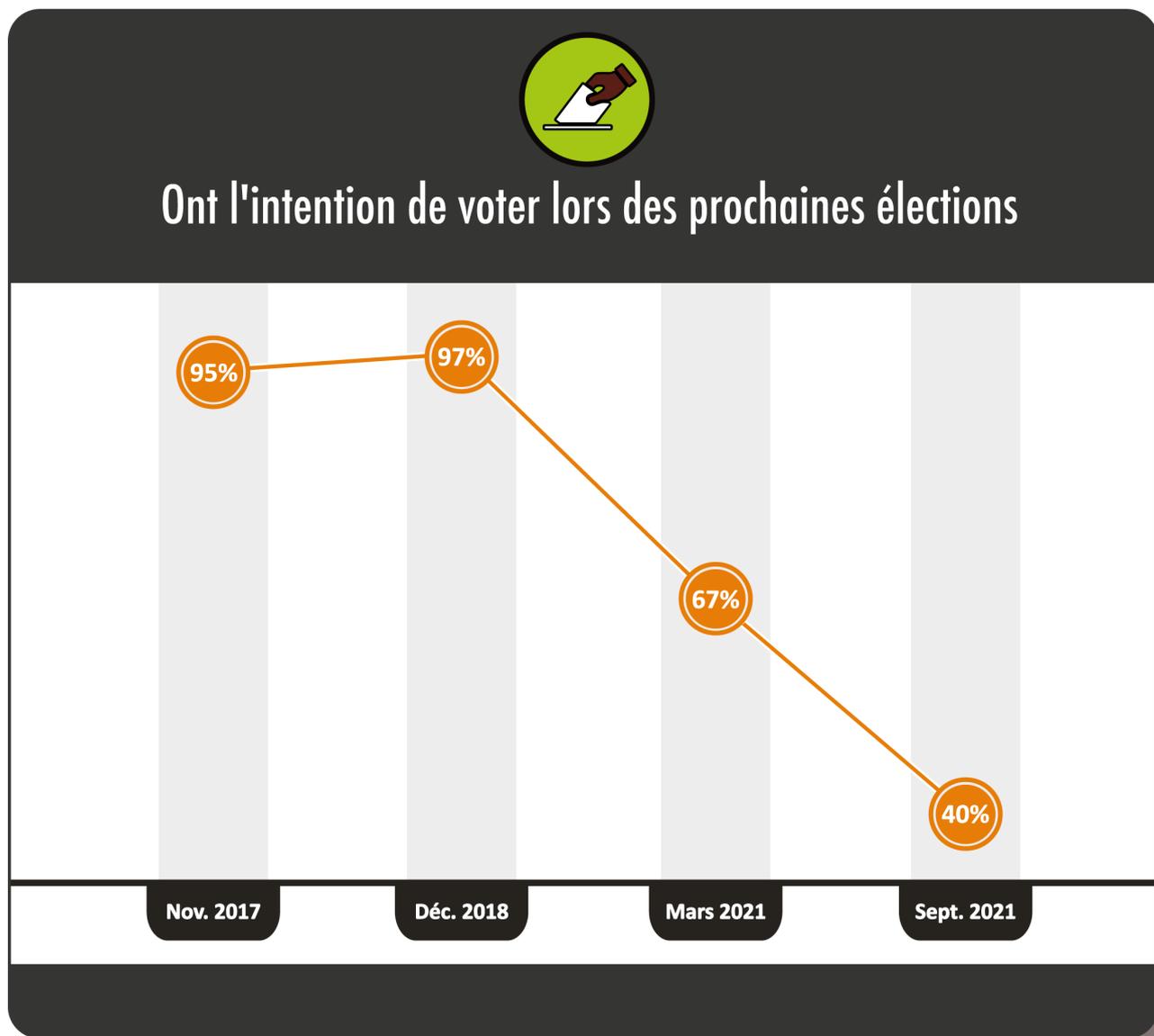
Personnalités	Mars 2021	Septembre 2021	Évolution
Dr. Denis Mukwege	78%	57%	-21%
Cardinal Fridolin Ambongo	67%	53%	-14%
CENCO	66%	52%	-14%
Sama Lukonde Kyenge	66%	48%	-18%
Jule Alingete (IGF)	-	47%	-
Ève Bazaïba	51%	47%	-4%
Moise Katumbi	61%	46%	-15%
Martin Fayulu	46%	44%	-2%
CLC	66%	44%	-12%
Modeste Bahati Lukwebo	47%	41%	-6%
Jean-Pierre Bemba	49%	40%	-9%
Noel Tshiani	-	34%	-
Jean-Christophe Mboso N'kodia	35%	33%	-2%
Jean-Marc Kabund	42%	30%	-12%
Vital Kamerhe	28%	29%	1%
Augustin Kabuya	41%	28%	-13%
Joseph Kabila	15%	25%	10%



Si les élections avaient lieu aujourd'hui, notre sondage suggère que Tshisekedi l'emporterait avec 32 % des voix. Katumbi, Fayulu et Bemba sont loin derrière, avec respectivement 16 %, 13 % et 12% des intentions de vote. Cette étude réalisée deux ans avant les scrutins ne peut servir qu'à donner une idée approximative de la popularité comparative.

Une population politiquement démobilisée

Notre sondage révèle une population largement démobilisée. Seuls 40 % des personnes interrogées affirment qu'elles iraient voter si les élections étaient organisées demain, contre 67 % en mars 2021, soit une baisse de 27 %.





Les différentes controverses autour de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) semblent avoir renforcé ces velléités d'abstention. Cette démobilisation s'observe aussi dans la participation politique de la population. Seuls 25,6 % des répondants disent avoir participé à une activité d'un parti politique au cours de l'année écoulée. Une faible participation politique qui contraste avec leur identification à un parti politique : dans le sondage mené en mars 2021 par Berci et le GEC par exemple, 69 % des personnes interrogées disaient être affiliées à un parti politique.

L'opinion générale de la population sur les partis politiques est partagée : 43 % des sondés estiment que les partis politiques ne sont que des moyens pour obtenir du pouvoir et de l'argent, contre 45 % qui pensent que ces formations politiques permettent à leur voix d'être entendue et à la démocratie de fonctionner.

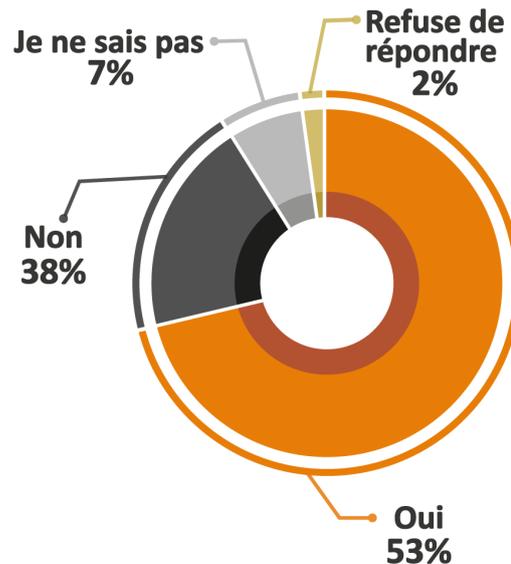
Un risque de glissement si la mise en place de la Ceni traîne

Les élections à venir se tiendront-elles dans les délais constitutionnels, soit d'ici fin 2023 ? Depuis plus d'un an, les différents acteurs politiques et de la société civile n'arrivent pas à s'accorder sur les animateurs de la commission électorale. Ce qui fait craindre aux confessions religieuses, à l'opposition et à la majorité parlementaires un risque de glissement. Mais 44 % des répondants sont plutôt confiants et estiment que ces scrutins se tiendront bien dans les délais, contre 37 % qui pensent le contraire.

Des retards dans l'organisation des élections de 2023 ne sont toutefois pas à exclure. Plusieurs contraintes pouvant conduire le pays dans cette situation sont pointées : la mise en place tardive de la Ceni pour 19,82 % des sondés, le financement des élections (18,24 %), la révision du fichier électoral (10 %), le manque de volonté politique (5,24 %).

Le manque de consensus dans la désignation du président de la Ceni constitue le grand blocage du processus actuel. D'une part, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC) estiment que Denis Kadima, candidat désigné par les six autres confessions religieuses, souffre d'un déficit de neutralité puisqu'il serait proche du président de la République. Cette position est partagée par 53 % des sondés, contre 38,7 %.

Je soutiens la position de la CENCO et de l'ECC qui refusent de cautionner le candidat proposé par les six autres confessions pour la présidence de la Ceni

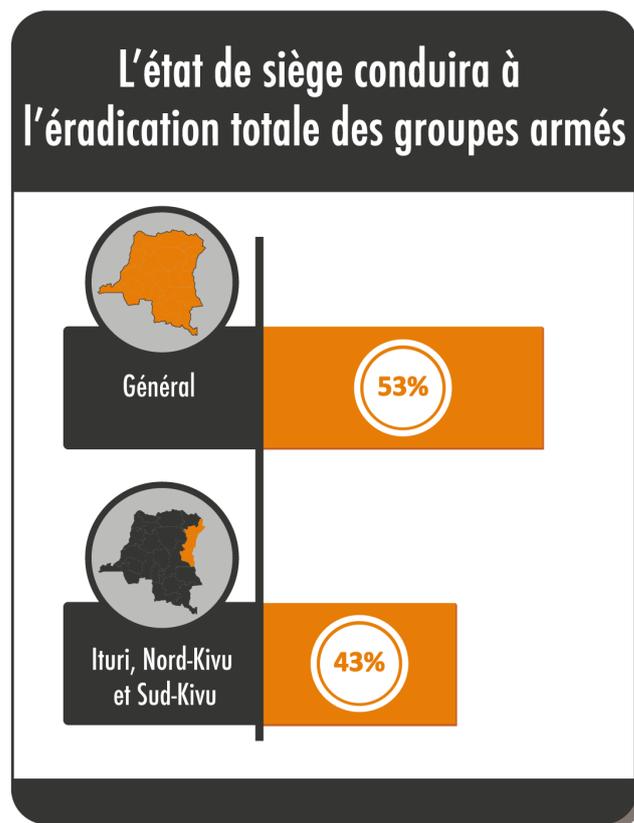
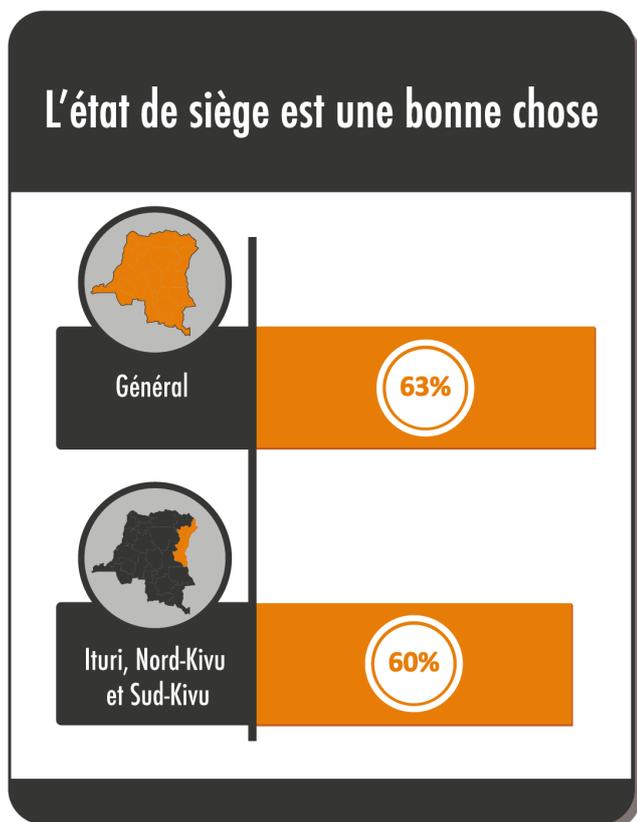


D'autre part, certains partis représentés au Parlement refusent de désigner leur représentant au sein de la future commission électorale. Dans leurs communiqués respectifs, ces organisations politiques exigent un large consensus avant toute mise en place des animateurs de la Ceni. La majorité des répondants trouvent raisonnable que la coalition Lamuka, aile de Fayulu (à 58,63 %), et Ensemble pour la République (59,91 %) de Katumbi prennent cette position. Mais ils sont 54 % à juger pas raisonnable que le FCC défende aujourd'hui la même ligne. Une illustration supplémentaire de l'impopularité persistante de la plateforme politique fidèle à Kabila au sein de l'opinion publique.



État de siège populaire, mais sans amélioration

Face à la recrudescence de l'insécurité dans l'est du pays depuis le début de son mandat, le président Félix Tshisekedi a proclamé, à compter du 6 mai 2021, un état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, qui est toujours en vigueur aujourd'hui. Cette mesure emblématique en matière sécuritaire est toujours plébiscitée quatre mois plus tard : 63% des personnes interrogées estiment que l'état de siège est une bonne chose. Et une majorité des sondés (53%) pense même que cette mesure conduira à l'éradication totale des groupes armés dans l'Est.



Dans le même temps, l'inquiétude des sondés sur leur sécurité personnelle au quotidien a baissé. La proportion des sondés qui s'estiment en insécurité lorsqu'elles marchent seules, la nuit ou tôt le matin, dans leur quartier ou leur village est passée de 49 % en mars à 29 % en septembre. Cette évolution est néanmoins beaucoup moins marquée pour les habitants des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu : 44 % se sentent toujours en insécurité dans ce contexte.

En réalité, tout en plébiscitant l'état de siège, les sondés sont réservés quant à son efficacité jusque-là : 47 % des personnes interrogées estiment que l'état de siège a amélioré la situation, 31% la jugent inchangée et 11% estiment que l'état de siège a détérioré la situation.

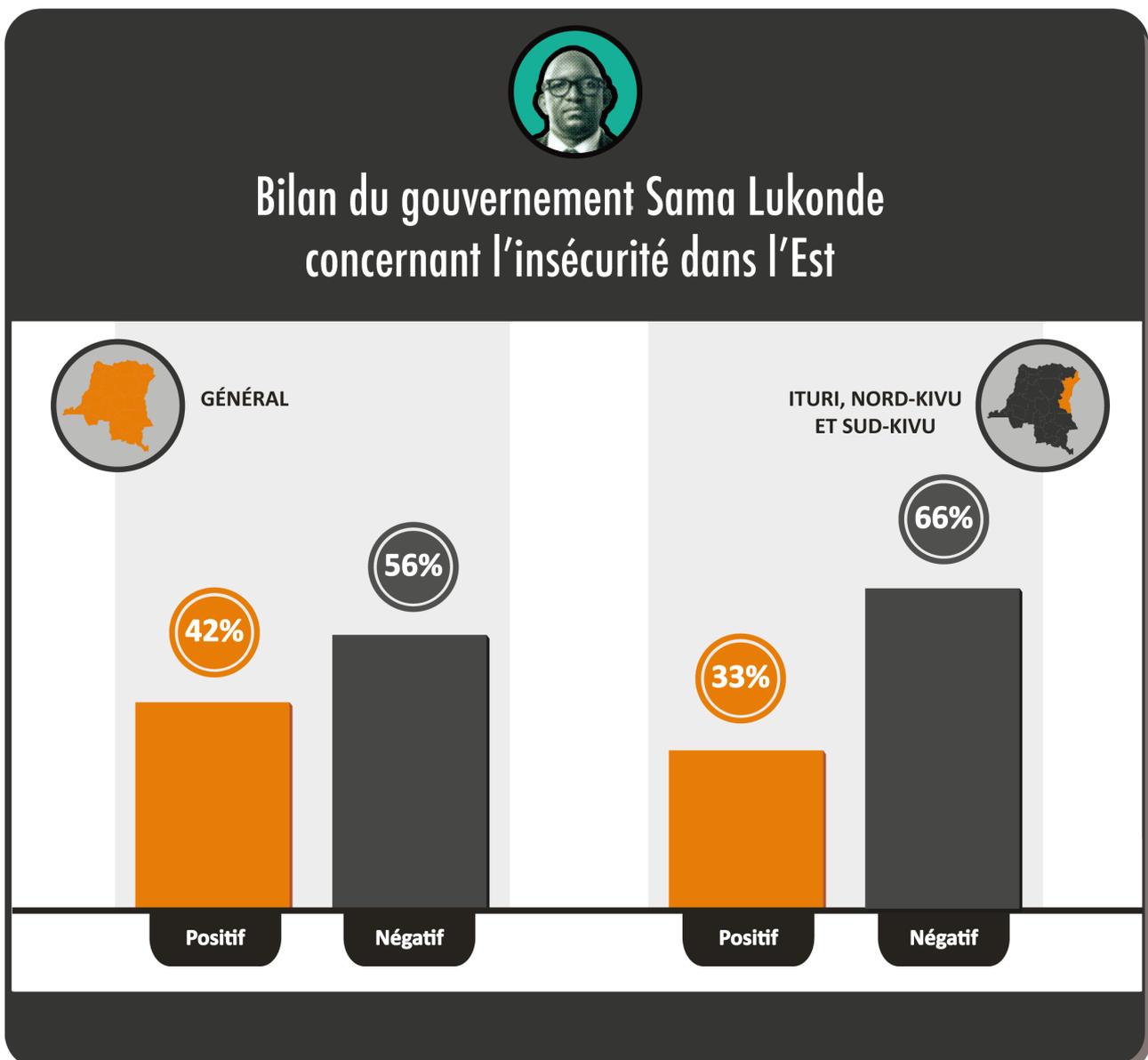
L'appréciation est beaucoup moins positive si l'on se concentre sur les habitants des trois provinces en conflit : chez ces derniers, une légère majorité estime que l'état de siège n'a rien changé (30 %) ou a détérioré la situation sécuritaire (22 %). Et une minorité d'entre eux (43 %) estiment que l'état de siège conduira à l'éradication totale des groupes armés.



L'écart visible entre l'Est et le reste du pays

L'écart entre la population de l'Est et la population générale est en réalité visible à l'égard de toutes les institutions chargées de la sécurité : 66 % des personnes résidant au Nord-Kivu, au Sud-Kivu ou en Ituri estiment que la situation sécuritaire s'est globalement dégradée dans l'Est sous l'action du gouvernement de Sama Lukonde (56 % des sondés en général) ; 57 % d'entre eux n'ont pas confiance en la Police nationale congolaise (53 % des sondés en général) ; les FARDC suscitent de la méfiance chez 51 % d'entre eux (contre 42 % dans la population générale). Seuls 39 % des habitants des trois provinces font confiance au gouvernement central pour assurer leur sécurité (contre 50 % en général) et les gouvernements provinciaux font encore moins bien : seuls 36 % des habitants de l'Est leur font confiance (contre 44 % au plan national).

Une prolongation de l'état de siège dans la durée donc d'aggraver la méfiance entre les populations des provinces concernées et le gouvernement central.



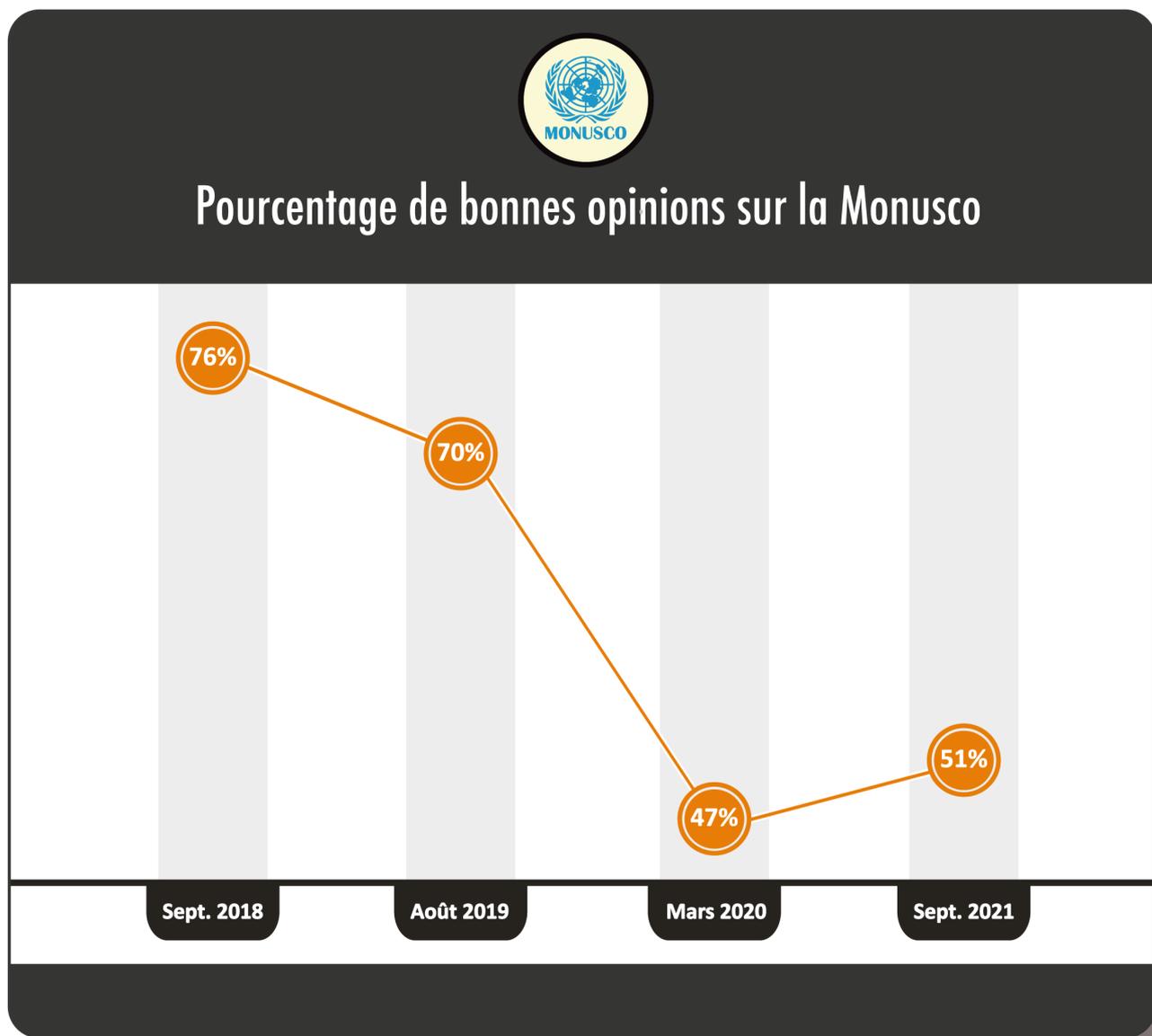


Des opinions défavorables au sujet des voisins de l'Est

Le jugement à l'égard des voisins de l'Est n'est en revanche pas très différent selon que l'on vit dans la partie orientale du pays ou non. Les sondés ont une opinion majoritairement défavorable de tous les pays voisins de l'Est de la RDC testés : à 61 % d'opinions défavorables pour le Rwanda, 56 % pour le Burundi et 55 % pour l'Ouganda. Toute stratégie sécuritaire accroissant l'influence de ces pays en RDC court ainsi le risque d'être impopulaire.

Les sondés estiment par ailleurs que les poursuites contre les cadres sécuritaires de l'ancien président Joseph Kabila sont justifiées : à 65 % dans le cas de John Numbi et à 58 % dans celui de Kalev Mutond.

La popularité de la Monusco a pour sa part gagné quatre points par rapport à mars, avec 51 % d'opinions favorables. Mais elle reste très basse comparée à mars 2019 (elle était alors de 70 %) et elle reste minoritaire dans les provinces de l'est de la RDC (seuls 45 % de ses habitants en ont une opinion favorable).



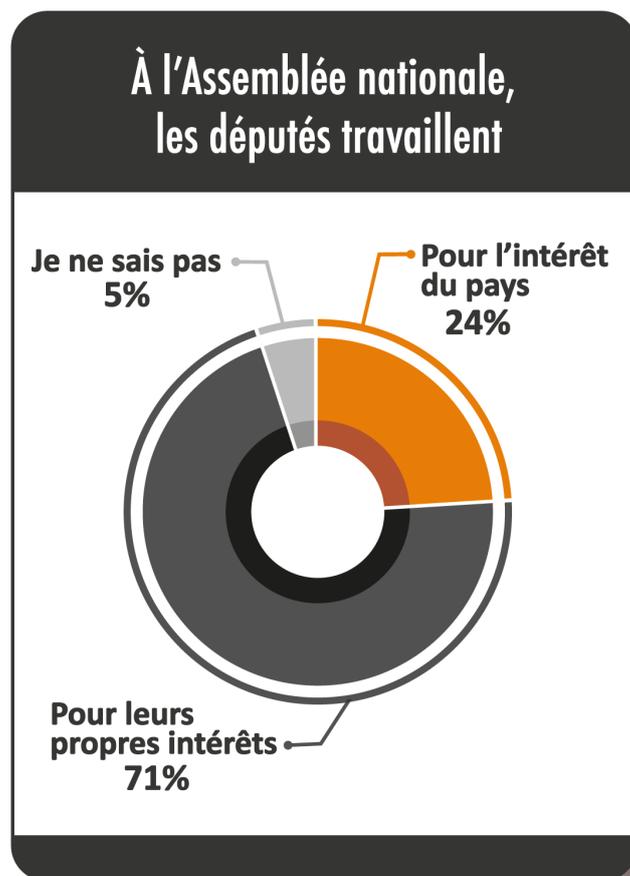


Parlement ou intérêts personnels d'abord

À la chambre basse du Parlement, c'est par un aveu d'échec du bout des lèvres que Christophe Mboso a clôturé la longue session ordinaire de mars et ouvert, le même jour, celle de septembre 2021. « J'avais annoncé que l'Assemblée nationale accorderait la priorité aux lois en rapport les élections et la Ceni. Actuellement, nous avons l'obligation d'élever cette priorité au rang d'urgence », a-t-il préconisé. Et pour cause ? Le président de l'Assemblée nationale avait promis « le temps des réformes », surtout électorales, mais à l'arrivée, ce 15 septembre-là, seule une proposition de loi ayant trait aux élections sur au moins cinq a été examinée et adoptée¹. Au total, les députés n'ont voté que trois propositions de loi sur 33 déposées.

Quelle était alors leur priorité ? Si le bureau de l'Assemblée nationale essaie de mettre ce résultat mitigé sur le compte des « effets pervers » du changement de la majorité parlementaire, 71 % des Congolais sondés estiment plutôt que des élus travaillent pour leurs propres intérêts.

Cette mauvaise perception des élus pourrait être due à la succession des controverses depuis le début de la troisième législature, en 2019. Il y a eu entre autres la polémique suscitée par le débat autour de l'augmentation du salaire des députés, le monnayage des votes et, plus récemment, l'affaire dite de l'achat des 500 jeeps Palisade pour les députés. Ce qui fait dire à 27 % des répondants que le Parlement, c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Sénat, représente l'institution la plus corrompue du pays devant le gouvernement (11,60 %), les cours et tribunaux (9,40 %), l'armée, la police et les services de santé (8,80 %) et la présidence de la République (8,60 %).



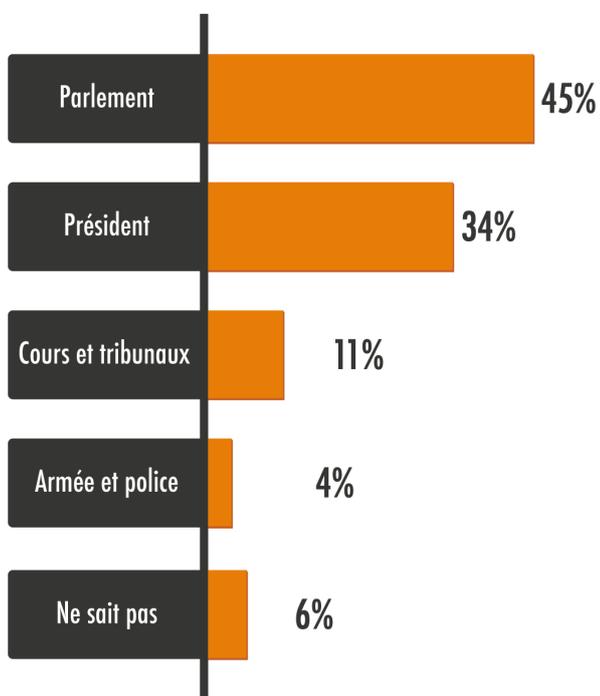
1. *Talatala*, « Session inédite de mars : était-ce “le temps des réformes” », 22 septembre 2021, disponible sur <https://talatala.cd/eclairage/25/>, consulté le 28 septembre 2021.



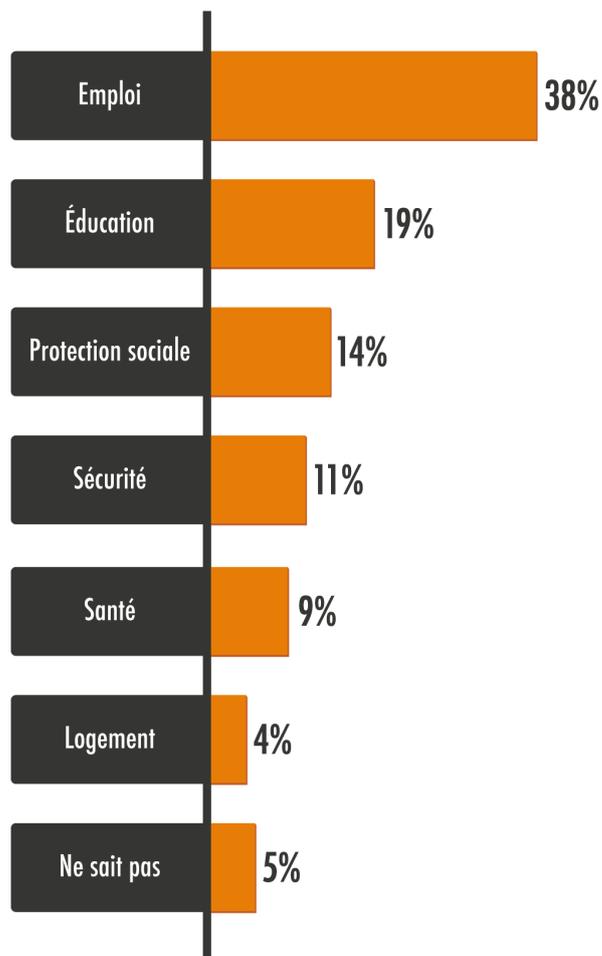
La réduction du train de vie des institutions plébiscitée

Il n'est donc pas surprenant que plus de 73 % des sondés estiment qu'il est très urgent et/ou urgent de réduire le train de vie des institutions du pays, en commençant par celui du Parlement (45 %) et du président de la République (34 %). Ils sont ainsi nombreux à souhaiter voir des fonds éventuellement déduits des dépenses des institutions être affectés à la création d'emplois (38 %), à l'éducation (19 %), à la protection sociale (14 %), à la sécurité (11 %) et à la santé (9 %).

La réduction de la dépense publique devrait concerner en priorité quelle institution ou structure étatique ?



Si le train de vie des institutions venait à être réduit, quel secteur de la vie nationale devrait en bénéficier ?





Seront-ils entendus au cours de la session budgétaire ouverte à l'Assemblée nationale ? Sama Lukonde a en effet déposé, le 14 septembre, dans le délai constitutionnel, des prévisions de quelque 10 milliards de dollars américains pour 2022, soit un taux d'accroissement de 41,5 % par rapport à 2021. Selon le Premier ministre, à travers ce budget, son gouvernement voudrait accorder la priorité à la sécurité, à l'éducation, à la santé, aux opérations de recensement et d'identification de la population et à l'organisation des élections. Mais la majorité des sondés estiment que la plupart des allocations budgétaires dans des secteurs clés de la vie nationale sont encore insuffisantes. L'exécutif prévoit par exemple 11 % du budget pour la santé ; 62 % des sondés demandent aux députés de revoir cette quotité à la hausse. Il est de même de 21,61 % alloués à l'éducation, de 6,65 % aux services de l'ordre et de la sécurité publics ou de 4,36 % à la défense. En revanche, il ne se dégage pas un avis tranché sur les parts du budget réservées à l'agriculture (2 %) et à la protection sociale (2,14 %).

Au-delà des arbitrages budgétaires, au cours de cette session ordinaire de septembre, l'Assemblée nationale sera également attendue sur la question délicate de l'entérinement des membres de la future Ceni. Une commission dite paritaire mais décriée a été mise en place pour examiner et valider les candidatures proposées par les composantes. À ce sujet, le positionnement des Congolais interrogés paraît ambivalent. La majorité d'entre eux qualifie la démarche de bonne chose (53,59 %) et, en même temps, se dit d'accord avec la position de l'ECC et la CENCO rejetant la désignation controversée de Denis Kabima comme président de la Ceni, comme expliqué plus haut.

Lutte contre la corruption, gouvernement inefficace

Depuis son arrivée au pouvoir en 2018, Tshisekedi a fait de la lutte contre la corruption un des piliers de son programme. Le chef de l'État a créé l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption, des poursuites contre plusieurs personnalités accusées de corruption et de détournements des deniers publics ont été engagées. Sous Tshisekedi, l'Inspection générale des finances (IGF) a été également redynamisée, notamment avec la nomination de Jules Alingete à sa tête. Depuis, ce dernier a entre-

pris plusieurs enquêtes dans différentes entreprises publiques. L'inspecteur en chef des finances s'en sort avec 47 % d'opinions favorables, contre 34 %.

En revanche, notre sondage laisse transparaître une opinion très critique envers la politique gouvernementale de lutte contre la corruption. Plus 62 % des répondants estiment que le gouvernement Sama Lukonde n'agit pas de manière efficace dans ce domaine et près de près de 65 % indiquent que le niveau de corruption n'a pas changé ou a empiré pendant les six derniers mois.

Tout n'est cependant pas sombre. Plus de 68 % des répondants estiment en effet que les gens ordinaires peuvent changer la donne dans la lutte contre la corruption. Ce qui pourrait encourager les différentes organisations travaillant sur la bonne gouvernance.



Un bilan négatif pour les 100 premiers jours

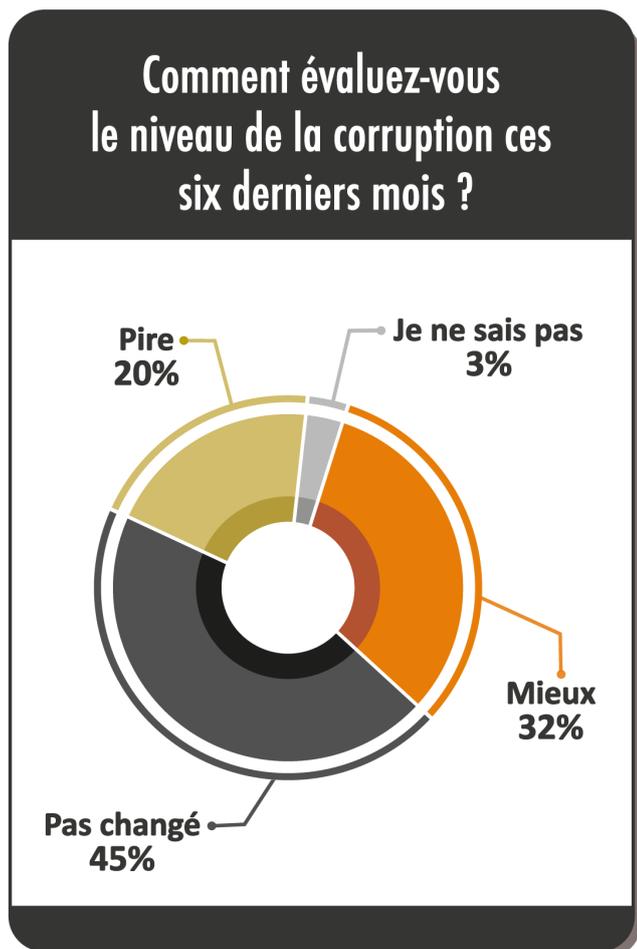
Si le Premier ministre bénéficie des opinions favorables, 52 % des sondés considèrent toutefois que le bilan des 100 premiers jours de son gouvernement, en matière de lutte contre la corruption, est négatif, contre 43 %.

Aussi 56% des Congolais interrogés jugent-ils négative ou totalement négative la gestion des deniers publics pendant les 100 premiers jours du gouvernement Sama Lukonde. Et ce, malgré les progrès annoncés notamment par Nicolas Kazadi, le ministre des Finances. Le Fonds monétaire international a conclu un programme d'1,5 milliard de dollars avec le gouvernement, ce dernier s'engageant à procéder à des réformes économiques structurelles et à plus de transparence dans la gestion des finances publiques.

Lutte contre le Covid-19, population sceptique

Bien qu'il soit difficile de connaître le nombre exact d'infections et de décès, en raison de l'absence de tests bon marché, environ un tiers (32 %) des personnes interrogées dit connaître quelqu'un qui a été atteint de Covid-19.

Pourtant, 54,5 % des personnes interrogées maintiennent qu'elles ne se feront pas vacciner ; leurs raisons se répartissent à peu près également entre le doute sur l'efficacité du vaccin et les craintes d'effets secondaires.





Note méthodologique

Ce rapport est basé sur deux sondages Berci-GEC de la rentrée parlementaire réalisés en septembre 2021 en deux phases :

- le premier sondage s'est déroulé du 1^{er} au 3 septembre 2021, auprès d'un échantillon de 2 213 sur 2 258 personnes interrogées répartis dans 25 des 26 provinces de la République démocratique du Congo.
- le deuxième sondage qui reprenait uniquement les questions liées aux intentions de votes pour les prochaines échéances électorales, s'est déroulé du 8 au 14 septembre 2021 auprès d'un échantillon de 904 sur 1 721 personnes interrogées, réparties dans 25 des 26 provinces de la RDC, âgées de plus de 18 ans.

Les données ainsi obtenues ont été pondérées en fonction du sexe, du milieu urbain-rural, de la localisation géographique des répondants et de la province d'origine, en fonction de la distribution géographique des données de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), et des données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS). Pour la plupart des variables, il n'y a pas de différences significatives entre les données pondérées et les données brutes, excepté pour les questions liées aux intentions de vote et, dans une moindre mesure, aux préférences politiques et opinions sur les leaders des partis politiques, ainsi que les opinions sur les pays et/ou institutions opérant en RDC.

Soixante-sept enquêteurs et six contrôleurs formés en interne dans les techniques d'enquête dite - **Computer Assisted Telephone Interview (CATI)** pour la première enquête, et 20 enquêteurs supervisés par deux contrôleurs pour la deuxième enquête, ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision des deux enquêtes.

Les pourcentages présentés sont arrondis au chiffre près, ce qui pourrait, une fois additionnés, totaliser parfois plus ou parfois moins de 100%. Notre marge d'erreur est de +/- 3% pour les deux sondages.



Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche, et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise des décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org.

Fondation Berci, asbl

c/o 480, avenue Kasai
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

🐦 @bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York

🐦 @GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu